

Né à Paris en 1921, Jean Suret-Canale est décédé le 23 juin 2007 dans un village de province (en Gironde) où il s'était retiré pour y passer les dernières années de sa vie. Non à se reposer après une activité intellectuelle et militante particulièrement intense, mais pour prendre le temps de s'y consacrer encore plus et de la poursuivre.

Cet homme aura consacré la partie la plus marquante de son œuvre à forger un regard nouveau sur le passé et le présent de l'Afrique, amenant ainsi sa contribution au processus en cours de rupture radicale par rapport à l'idéologie coloniale et orientée vers la libération du continent.

Un universitaire engagé

Très tôt, Suret-Canale aura à prendre contact avec la réalité du monde colonial puisque reçu premier au concours général en thème « latin et avec un accessit en géographie ». Il peut en 1938 après avoir bénéficié d'une bourse de voyage, faire son premier déplacement en Afrique, plus précisément au Dahomey (actuel Bénin), puis de nouveau classé premier en géographie au même concours organisé en 1939, il fera un séjour en Indochine. Cette même année, il adhéra sous l'influence de son professeur de philosophie à l'Union des étudiants communistes (U.E.C.) puis au Parti communiste (P.C.F.), dont il deviendra plus tard membre du comité central. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la résistance contre les Allemands qui occupent son pays avec des périodes d'emprisonnement puis de clandestinité en relation avec les réseaux de Franches-tireurs partisan (F.T.P.), ce qui en fera à la libération un médaillé de la Résistance avant d'être reçu en 1946 à l'agrégation de géographie.¹

C'est déjà là une trajectoire assez singulière, même si tel fut le cas d'autres jeunes passés aussi par l'université, des géographes parmi lesquels Jean Dresch plus âgé dont les travaux porteront sur le Maroc et l'Afrique, ou un peu moins âgé, André Prenant qui deviendra spécialiste de l'histoire et de la géographie de l'Algérie et du Monde arabe. Sur cette lancée apparaîtra par ailleurs toute une génération d'universitaires engagés, des géographes et des historiens surtout qui, dans une tradition liée à la formation universitaire dispensée en France, et qui avait donné naissance aux travaux plus anciens de Paul Vidal de La Blache, Lucien Febvre, Marc Bloch ou Fernand Braudel, ne peuvent dissocier la géographie de l'histoire, ni la seconde de la première, avec des tendances constantes à l'interdisciplinarité (en sciences sociales notamment) et à l'érudition.

La génération de Suret-Canale aura tendance cependant à être plus présente politiquement et à puiser de façon plus explicite dans les référents théoriques empruntés au marxisme.² Certains qui en font partie ont de même eu une carrière universitaire atypique, en difficulté parfois avec la hiérarchie et les gouvernants, comme ce fut le cas pour Suret-Canale lui-même qui malgré une production académique abondante accompagnée souvent de reconnaissance à l'étranger,³ n'a jamais eu le titre de professeur en France et ne soutenait sa thèse d'Etat qu'à la veille de la retraite.⁴

L'intellectuel anti-colonial et l'Afrique

La carrière africaine de J. Suret-Canale, débute vraiment en 1946 lorsque jeune agrégé, il commence à enseigner au lycée de Dakar avant d'être expulsé en 1949 par les autorités coloniales du Sénégal. Après avoir occupé une dizaine d'années durant des postes d'enseignement dans le

En rupture avec l'idéologie coloniale et à la rencontre de l'Afrique et de son histoire : Jean Suret-Canale (1921-2007)

Hassan Remaoun

secondaire en France (à Laval puis à Paris), il répondra à l'appel de A. Sékou-Touré pour aller enseigner en 1959 en Guinée, pays boycotté par la coopération officielle française après que le choix de l'indépendance ait prévalu dans ce pays. Sur injonction de la fonction publique et des autorités françaises qui le menaçaient y compris de radiation de la nationalité française, il doit une nouvelle fois quitter l'Afrique en 1963 et travailler notamment comme chargé de recherche au C.N.R.S. entre 1966 et 1974. De nouveau attiré par ce continent, il s'installe en Algérie où il enseigne entre 1974 et 1978 à l'Université d'Oran.

De retour en France à la veille de la soixantaine, il pourra enfin y enseigner comme maître-assistant avec le professeur Jean Dresch à l'université de Paris 7 et pouvoir postuler près d'une dizaine d'années plus tard à la retraite. Il continuera jusqu'à la veille de sa disparition à écrire et à militer en assumant y compris des responsabilités, notamment à l'Association nationale des anciens combattants républicains (A.N.A.C.R.), à l'Association d'Amitié franco-coréenne⁵ et en rapport avec son engagement pour l'Afrique, à collaborer au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (M.R.A.P.) et à l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (A.F.A.S.P.A.). Moins d'un an avant sa disparition, en août 2006, il participait encore aux journées d'études sur l'Afrique organisées par cette dernière dont il avait été l'un des principaux animateurs de la revue, *Aujourd'hui l'Afrique*, qu'elle continue à éditer, et dont le numéro 105 devait publier un article inédit du disparu.⁶

Les années de séjour au Sénégal et en Guinée auront sans doute été décisives quant aux options africaines de Suret-Canale. A Dakar, tout en enseignant au lycée et à l'Ecole William Ponty, il devient secrétaire des Groupes d'études communistes (G.E.C.) en Afrique occidentale française (A.O.F.)⁷ et milite à l'Union des syndicats confédérés de Dakar (U.S.C.D.) et au Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) dont il nous relate le déroulement du congrès constitutif organisé à Bamako (Mali) en octobre 1946.⁸ A Conakry après avoir été proviseur du Lycée de Donka, il est nommé à la tête de l'Institut national de recherche et documentation (I.N.R.D.) qui regroupe le Musée, les Archives et la Bibliothèque nationale, puis est désigné comme directeur de l'Ecole normale supérieure de Kindia. Avec l'historien guinéen Djibril Tamsir Niane, il rédigea le premier manuel guinéen d'histoire,⁹ tout en fondant la revue *Recherches africaines*. Son activité intellectuelle ne s'arrête cependant pas là puisqu'il participe à des débats sur l'Afrique, le féodalisme, le système tribal, le mode de production asiatique, le néo-colonialisme et la question nationale en Afrique, et publie dans *Présence africaine*, *la Nouvelle critique*, *la Pensée*, *les Cahiers du C.E.R.M.* (Centre d'études et recherches marxistes) et dans de nombreuses revues internationales, avec des traductions en plusieurs langues.

Dans ses travaux sur la faim dans le monde et le sous-développement, il est très critique vis-à-vis des thèses de Walt Rostow ou du géographe Pierre Gourou spécialiste de l'Indochine et des pays tropicaux,¹⁰ tant il apparaît pour lui que de pareils phénomènes demeurent intimement liés au fonctionnement du système capitaliste de la domination coloniale.¹¹ Comme le précise cependant le témoignage de Catherine Coquery-Vidrovitch dans *l'Humanité* en juin 2007 et repris dans un texte diffusé lors d'une manifestation annoncée à l'Université de Paris 7 - Denis Diderot (Jussieu), dont un des laboratoires, le S.E.D.E.T. a programmé pour le 26 juin 2008 une journée d'étude consacrée à notre auteur (à l'occasion du premier anniversaire de sa mort)¹² : « Il laisse le souvenir d'un pionnier infatigable qui a véritablement introduit en France la discipline "Histoire de l'Afrique" et durablement marqué des générations d'étudiants et de chercheurs aussi bien en France qu'en Afrique... Il faut se reporter sans faire d'anachronisme aux travaux de Titan qu'il a produits au prix d'un labeur acharné : ses ouvrages sont irremplaçables par leur honnêteté rigoureuse et leur précision scientifique ».

Jean Suret-Canale, historien de l'Afrique

Jean Suret-Canale est donc l'un des précurseurs de l'histoire de l'Afrique en France et en Europe, en fait le précurseur parmi les universitaires de son pays, si on excepte des travaux épars signalés d'ailleurs dans ses présentations bibliographiques, puisque seuls des non universitaires, généralement des administrateurs coloniaux dont le plus prolixe était Robert Cornevin, avaient jusque là commencé à s'aventurer dans le domaine et ce, au moment où la question des indépendances est déjà à l'ordre du jour.¹³

En réalité, les autorités coloniales et l'université sur leur sillage considéraient que l'Afrique n'avait pas d'histoire, surtout parce que « démunie » de tradition écrite, et devait tout juste susciter l'intérêt d'ethnologues et de géographes qu'on voulait mettre au service de l'expansion européenne et de l'occupation du continuant laquelle débute vraiment au moment où se tient le Congrès de Berlin sur le partage de l'Afrique (1884-1885). Suret-Canale qui depuis 1946 avait accumulé de l'information, souvent restituée à travers différents ouvrages et articles, va publier sa grande synthèse africaine centrée sur la zone de colonisation française à partir de 1958, avec *l'Afrique noire occidentale et centrale. Géographie-civilisations, Histoire* (préface de Jean Dresch), soit juste quelque temps avant que Basil Davidson, anti-colonialiste britannique, ne publie en 1959, sa somme, sur l'Afrique ancienne, qui traite du même sujet élargi à toute l'Afrique noire.¹⁴

Le premier volume de Suret-Canale annonce en fait une trilogie, puisqu'un second ouvrage intitulé, *Afrique noire. L'Ere coloniale 1900-1945* est publié en 1964, puis un troisième en 1972 intitulé, *Afrique noire de la colonisation aux indépendances 1945-1960*.¹⁵ C'est bien d'une histoire générale de l'Afrique occidentale et centrale qu'il s'agit, même si

deux autres volumes annoncés en complément au troisième ne sont toujours pas disponibles.¹⁶ De même c'est assurément une histoire qui rompt fondamentalement avec l'optique coloniale, en montrant que l'Afrique a une histoire à la fois originale, et qui s'insère dans la mondialité des sociétés humaines. Nous n'aurons pas ici à entrer dans le contenu de l'œuvre qui allie précision de l'information et éclairages audacieux (sans être pour autant « forcés »). Nous dirons cependant quelques mots sur la démarche d'ensemble.

Le premier ouvrage de la trilogie sur l'Afrique occidentale et centrale, nous brosse en 396 pages un tableau sur l'état des connaissances, il y a un demi-siècle (en 1958, avec ensuite des rééditions mises à jour en 1961 et 1968), concernant le cadre géographique (climat, végétation, relief), les hommes (peuples et langues, organisations sociales), la préhistoire et l'antiquité, les civilisations du Moyen-âge et la période moderne avec l'ère de la traite (commerce triangulaire et ses effets) et les étapes de la conquête coloniale.

La griffe du géographe avec le souci de la précision hérité aussi sans doute de parents artistes (le père graveur, sorti de l'Ecole nationale des arts décoratifs et la mère artiste peintre) se reflète dans la trentaine de figures et cartes qui illustrent le volume. Des références bibliographiques portant sur l'histoire, la géographie, l'économie, l'anthropologie, la linguistique... et renvoyant à plus de 1400 ouvrages, articles et documents disponibles en français, anglais, allemand, portugais et même roumain, avec tout ce qui avait été traduit de l'arabe, et un index de plus de 400 noms de personnes, ethnies et peuples, et bien entendu l'outillage critique usité, donnent un aperçu de l'effort de synthèse fourni par l'auteur.¹⁷ Les deux autres volumes qui traitent de l'ère coloniale (1900-1945, 637 pages) et de la décolonisation et des indépendances (1945-1960, 430 pages) abordent des questions telles la mise en place du système colonial et de l'économie de traite avec ses conséquences sociales, le système administratif et la pacification, et celui de l'apogée coloniale avec les formes d'exploitation économique et d'oppression politique et administrative, et l'évolution dans les campagnes et dans les villes, en tenant compte des caractéristiques de chaque période. Les deux ouvrages qui nous présentent une information particulièrement détaillée sur l'évolution économique (qu'il développera encore dans sa thèse sur les investissements en Afrique), sont illustrés par un total de plus de soixante cartes, figures et autres tableaux. La bibliographie déjà impressionnante dans le premier volume est complétée par 335 titres dans le second tome et 1126 dans le troisième (ce qui nous donne en tout, pas loin de 3000 références), tandis que les index géographique ou historique, nous renvoient respectivement à plus de 730 et plus de 1120 noms cités (ce qui nous donne pour la trilogie près de 2300 noms).

Cette somme sur l'Afrique occidentale et centrale de plus de 1460 pages, devait en fait être complétée par deux autres volumes traitant encore de la période qui commence en 1945 et qui devaient aborder les évolutions sociale et politique ; cette dernière est « éffleurée » en une soixantaine de pages dans le volume 3 (le chapitre premier consacré à l'éveil politique à partir de 1945). L'auteur n'a pu le faire, peut être accaparé par d'autres obligations et publications, ou attendant le feu vert de l'éditeur, d'autant plus qu'il avait accumulé le gros de l'information et avait sans doute avancé dans leur rédaction.¹⁸

siège continuât d'être occupé par un membre de sa famille. C'est ainsi qu'il n'est pas rare de constater que des sièges de *kpojito* sont occupés aujourd'hui par des descendants mâles.¹⁵ L'exemple le plus remarquable est celui de Daah Alighonon qu'on voit souvent se parader en public dans un accoutrement féminin. Evidemment, ces remplaçants sont entourés des mêmes honneurs que la *kpojito* réelle au cours des cérémonies publiques. Mais cela ne veut pas dire que la *kpojito* exerce une fonction politique. L'honneur qui lui est rendu tire entièrement sa justification de sa qualité de mère ou de remplaçante de la mère du roi.

De manière exceptionnelle la *kpojito* Hwanjilé, mère réelle de Tégbéssou joua un rôle capital dans la stabilisation du royaume au lendemain de la crise politique ayant secoué la première moitié du XVIII^e siècle, grâce à ses connaissances religieuses. Mais en dehors de Hwanjilé et de Nayé Adonon que la tradition aboméenne entoure d'une pieuse vénération, rares sont les *kpojito* ayant eu la même envergure politique et culturelle. On ne peut donc dire que les *kpojito* ont chacune régné en partenariat avec leur royal fils. Il ne peut même en être autrement puisque le mode de succession au trône au Danxome est strictement patrilinéaire. Dans les royaumes patrilinéaires voisins où il existe, comme au Danxome, des survivances matrilineaires mettant l'accent sur le rôle de la femme, ce rôle est purement symbolique se réduisant à des manifestations d'ordre culturel, comme l'imposition d'un nom aux princes Wassangari par la Gnon Kogui.¹⁶ C'est seulement en régime matrilineaire, comme chez les voisins Akan de l'Ouest où la reine-mère a le dernier mot dans le choix du futur roi, que cette dernière joue un rôle éminemment politique. On peut rappeler ici que la fonction de reine-mère chez les Akan est une fonction qui peut être remplie soit par la mère du futur roi, soit par l'une de ses tantes ou sœurs, selon leur position dans l'ordre de succession.

Au Danxome, ni dans le long processus de désignation du Vidaxo ou héritier présomptif, ni dans la cérémonie proprement dite de l'intronisation du roi, la *kpojito* ne joue aucun rôle visible.¹⁷ La lecture de cet ouvrage fascinant laisse l'impression que la femme a été définie de manière universelle à partir de considérations familiales à l'auteur mais sans tenir compte des conditions d'existence concrètes de la femme du Danxome du XVIII^e siècle. Or, nous savons que l'idée moderne de la femme est le résultat d'une fertilisation heureuse du droit romain par la découverte du droit coutumier germanique qui accorde une place de choix à la femme. Cet idéal type transplanté en Amérique fut soigneusement entretenu par la première communauté d'immigrants européens constituée en majorité d'hommes et donc portés à apprécier la femme en raison de sa rareté. Dans les conditions du Danxome où les contingences de la traite négrière imposèrent une rareté opposée, c'est à dire celle de l'homme, peut-être ne serait-il pas juste de chercher à retrouver la même évolution sémantique de l'idée de la femme.

Mais l'idée d'un âge d'or de la culture Fon où la femme exercerait toute son autorité et qu'on pourrait circonscrire au XVIII^e siècle, me paraît aussi relever de la mythologie. Tout le long du XVIII^e siècle les Alladaxonu n'eurent aucun répit dans la lutte acharnée pour leur propre survie. Comme le prouve le travail de Werner Peukert, statistiquement la traite des esclaves du Danxome n'a jamais pu atteindre les chiffres enregistrés dans les royaumes plus anciens d'Allada et de

Ouidah.¹⁸ Mieux, la crise politique, consécutive à la conquête de la côte par Agaja et aux invasions Yorouba, se prolongea jusqu'en 1740, sans compter la guérilla Hwéda qui se poursuivit un peu plus longtemps.¹⁹ Si l'on fait bien le compte, il ne reste que cinquante ans environ pour organiser le partenariat entre le roi et sa *kpojito* suggéré par le Professeur Bay.

Après 1740, Tégbéssou, aidé de sa mère, la *kpojito* Hwanjilé, essaya de stabiliser le royaume. Mais ses efforts sur le plan économique se révélèrent infructueux, étant donné que son règne coïncida avec un abandon de la Côte des Esclaves par les puissances européennes au profit de la Côte de l'Or, suite à une nouvelle réorganisation du commerce transatlantique par elles.²⁰ Cette situation s'est compliquée au soir de son règne, le contraignant à livrer un combat désespéré contre le détournement progressif du commerce vers le royaume de Porto-Novo, une tendance que son successeur Kpengla ne réussit pas à arrêter.²¹ Nous savons qu'avec Kpengla et Agonglo la crise devint si aiguë qu'elle faillit emporter la monarchie toute entière. Où se trouve donc la prospérité qui trancherait avec la baisse de ressources du XIX^e siècle ? A part le calme trompeur, annonceur des orages à venir, qui a suivi la réforme religieuse de Nan Hwanjilé, tous les règnes après Tégbéssou ont enregistré des révolutions de palais. A l'exception de celle d'Agonglo, dont le règne fut, par ailleurs, écourté par son assassinat, toutes les autres successions au trône du XVIII^e siècle furent des successions à problèmes, contrairement au XIX^e siècle, où le trône passa régulièrement de père à fils.²²

Dire que les ressources de la cour d'Abomey baissèrent au XIX^e siècle par rapport à cette période de vaches maigres me paraît un peu exagéré. L'illusion de prospérité souvent associée à la traite des esclaves provient d'une méconnaissance des modes de recrutement d'esclaves héritée du mouvement abolitionniste. Si le roi, comme le prouvent plusieurs études, est un gros fournisseur d'esclaves, il n'est certainement pas le seul. Par ailleurs, ces esclaves ne proviendraient pas exclusivement de la guerre que monopoliserait le roi. Si donc on ne peut comparer le XVIII^e et le XIX^e siècle en termes de prospérité et de stabilité, on voit mal la justesse de l'argument selon lequel le Danxome serait engagé au XIX^e siècle sur la pente du déclin pour avoir bafoué l'institution de la *kpojito*. L'effort de guerre des Dahoméens face aux Français et leur fidélité à Béhanzin prouvent au-delà de tout soupçon qu'il s'agit là d'une culture en pleine vitalité même si de nouvelles contradictions de classe ont fait leur apparition à la suite de l'introduction de la traite d'huile de palme.²³

Au demeurant, le litmus test de l'approche déconstructionniste est son attitude vis-à-vis de la causalité historique. La causalité s'exerce-t-elle uniquement au plan idéologique ou bien à travers toute la structure ? On peut rappeler ici avec intérêt l'exemple de Michel Foucault, essayant de retracer dans *les Mots et les Choses* le développement intellectuel de l'Europe sur plusieurs siècles sans la moindre référence au système économique sous-tendant un tel développement. En l'absence d'une causalité totale, les praticiens de cette méthode d'analyse se rabattent bien souvent sur le diffusionnisme comme mode d'explication historique. Ainsi, pour justifier le déclin du Danxome, le Professeur Bay fait intervenir des éléments

étrangers qui, selon elle, seraient les vecteurs de la nouvelle mentalité patriarcale. La culture Fon ayant toujours été une culture cosmopolite, il serait difficile de démontrer que le Danxome du XVIII^e siècle est autrement moins patriarcal que le Danxome du XIX^e siècle. L'adoption de cultes nouveaux, tels que les Nésuxwé et le Fa, pourrait aussi bien répondre à la maturation des contradictions dans la sphère économique. Or, le Professeur Bay nous livre très peu de renseignements sur cette sphère. C'est seulement à l'avant dernière page de son livre (p. 320) qu'elle lève un coin du voile enveloppant le système économique dont le Danxome n'est qu'un maillon, le qualifiant de capitalisme commercial.²⁴

Mais, probablement sous l'inhibition de la correction politique, elle reste vague sur les contours réels de ce capitalisme commercial. Quel est ce capitalisme

commercial qui vend ses propres enfants et s'adonne à cœur joie aux sacrifices humains ? Aborder franchement ces questions reviendrait à changer complètement de perspective, c'est-à-dire au lieu d'étudier la structure à travers une institution, celle de la *kpojito*, étudier cette institution comme élément d'une structure aux prises avec la diachronie.

Evidemment, ces quelques lignes n'enlèvent rien à la qualité de l'ouvrage du Professeur Bay dont je recommande vivement l'usage dans l'enseignement. Malgré un certain agacement ressenti par le lecteur devant la valse-hésitation entre le locuteur Fon à l'écoute de Badahu au lieu de Bahadu, l'on ne peut que souscrire au verdict du Professeur Curtin selon lequel '*Wives of the Leopard*' est de loin le meilleur livre jamais paru sur le Danxome.

Notes

* This English version of the French review has been included in this issue in view of the fact that the book was written by an Anglophone and published by an English language publisher. [Editor]

¹ The first version of this text was presented at the academic review day of the Department of History and Archaeology on 15 June 2003. I wish to express my gratitude to all the colleagues who contributed to the discussion generated by the presentation. Their inputs have contributed to the enrichment of the rather rough original text.

² G. Edna Bay, *Wives of the Leopard: Gender, Politics, and Culture in the Kingdom of Dahomey*, Charlottesville & London, University of Virginia Press, 1998.

³ Suzanne Preston Blier, 'The Path of the Leopard : Motherhood and Majesty in Early Danxome', *Journal of African History*, 36, no.3 (1995), 391-417 ; Hélène d'Almeida-Topor, *Les Amazones*, Paris, Rochevigne, 1984; Amélie Dégbélo, 'Les Amazones du Danxome, 1645-1900', *Mémoire de Maîtrise d'Histoire*, Université Nationale du Bénin, 1979 ; Robin Law, 'The Amazones' of Dahomey, *Paideuma*, 39 (1993), 245-60.

⁴ Bay, *Wives of the Leopard*, pp. 9-13.

⁵ *Ibid.*, p. 11 ; the pair Kutomè/Gbètomè signify the country of the dead / the country of the living.

⁶ See Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750*, Oxford at the Clarendon Press, 1991; John Reid, 'Warrior Aristocrats in Crisis : The Political Effects of the Transition from the Slave Trade to Palm Oil Commerce in the Nineteenth-Century Kingdom of Dahomey', Ph.D dissertation, University of Stirling, Scotland, 1986.

⁷ M. Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, Paris, Nubia, 1974.

⁸ Bay, *Wives of the Leopard*, p.74.

⁹ *Ibid.*, pp.16-21.

¹⁰ *Ibid.*, pp.18-19.

¹¹ *Ibid.*, pp.81-96.

¹² *Ibid.*, pp.250-59.

¹³ *Ibid.*, pp.81-84.

¹⁴ See Edna Bay, 'On the Trail of the Bush King: A Dahomean Lesson in the Use of Evidence', *History in Africa*, 6 (1979), 1-15.

¹⁵ Information obtained from Mrs F. Lucie Guézo, aged 75.

¹⁶ See Robert Cornevin, *La République du Bénin*, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1981, pp.168-169.

¹⁷ See Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.106-114.

¹⁸ Werner Peukert, *Der atlantische Sklavenhandel von Dahomey 1740-1797: Wirtschaftsanthropologie und Sozialgeschichte*, Wiesbaden, 1978.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ See Colin Newbury, *The Western Slave Coast and its Rulers*, Oxford at the Clarendon Press, 1961, pp.25-26.

²¹ *Ibid.*, p.27.

²² For an analysis of the rules of succession in Danxome, refer to Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.85-105.

²³ See C. Coquery-Vidrovitch, 'Le Blocus de Ouidah (1876-1877) et la rivalité franco-anglaise au Dahomey', *Cahiers d'études africaines*, 1962, vol. 2, no.3 :373-417.

²⁴ See Bay, *Wives of the Leopard*, p.320.



Topor, *Les Amazones*, Paris, Rochevigne, 1984; Amélie Dégbélo, 'Les Amazones du Danxome, 1645-1900', Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Nationale du Bénin, 1979 ; Robin Law, 'The Amazones' of Dahomey, *Paideuma*, 39 (1993), 245-60.

⁴ Bay, *Wives of the Leopard*, pp. 9-13.

⁵ *Ibid.*, p. 11 ; the pair Kutomè/Gbètômè signify the country of the dead/the country of the living.

⁶ See Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750*, Oxford at the Clarendon Press, 1991; John Reid, 'Warrior Aristocrats in Crisis : The Political Effects of the Transition from the Slave Trade to Palm Oil Commerce in the Nineteenth-Century Kingdom of Dahomey', Ph.D dissertation, University of Stirling, Scotland, 1986.

⁷ M. Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, Paris, Nubia, 1974.

⁸ Bay, *Wives of the Leopard*, p.74.

⁹ *Ibid.*, pp.16-21.

¹⁰ *Ibid.*, pp.18-19.

¹¹ *Ibid.*, pp.81-96.

¹² *Ibid.*, pp.250-59.

¹³ *Ibid.*, pp.81-84.

¹⁴ See Edna Bay, 'On the Trail of the Bush King: A Dahomean Lesson in the Use of Evidence', *History in Africa*, 6 (1979), 1-15.

¹⁵ Information obtained from Mrs F. Lucie Guézo, aged 75.

¹⁶ See Robert Cornevin, *La République du Bénin*, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1981, pp.168-169.

¹⁷ See Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.106-114.

